Conférence permanente des Ministres européens de l'Education

20e session – « Politiques éducatives pour la citoyenneté démocratique et la cohésion sociale: enjeux et stratégies », Cracovie, Pologne, 15-17 octobre 2000

Déclaration des Ministres européens de l'Education sur le thème principal de la 20^e Session

Nous, Ministres européens de l'Education, réunis à l'occasion de la 20e session de notre Conférence permanente à Cracovie, adoptons la présente Déclaration adressée à nos concitoyens, au Conseil de l'Europe et à nous-mêmes:

1. NOUS FELICITONS de l'évolution démocratique qui s'est produite en Europe centrale et orientale ces dix dernières années, ainsi que des progrès majeurs réalisés par toute l'Europe pour construire un espace commun de démocratie, de respect des droits de l'homme, de paix et de prospérité. TOUTEFOIS nous sommes conscients du caractère inachevé et fragile de cet acquis, que l'éducation doit préserver et renforcer en jouant son rôle.
2. Notre époque est porteuse de défis pour nos politiques éducatives, car de graves menaces se combinent aux chances extraordinaires qui leur sont offertes:
 - Nos Etats deviennent des sociétés du savoir, où les économies fonctionnent au gré des évolutions technologiques constantes et où le marché du travail exige un recyclage permanent tout au long de la vie. Si nos écoles n'offrent pas aux diplômés de formation de base solide et un grand nombre d'adultes n'ont pas accès à un enseignement supérieur et une formation continue flexibles, à une époque où la sécurité de l'emploi à vie n'est plus d'actualité, nous risquons de voir se développer un chômage permanent et d'assister à la marginalisation croissante de groupes sociaux entiers;
 - Nous jouissons tous aujourd'hui d'une plus grande liberté de choix dans notre mode de vie privé et public, mais la mise en cause des valeurs personnelles traditionnelles, de la solidarité communautaire fragilise la cohésion sociale;
 - Les nouvelles technologies de l'information offrent de formidables perspectives pour l'enrichissement culturel et l'apprentissage tout au long de la vie, mais personne ne peut aujourd'hui prédire les transformations culturelles qui en découleront et il existe des risques évidents d'abus, de perte de contact personnel, d'hégémonies culturelles, d'exclusion sociale;
 - Le fait que l'Europe et les sociétés européennes aient un caractère de plus en plus multiculturel et diversifié est une bonne chose en soi, mais un grand nombre de nos concitoyens, voire même certains dirigeants politiques, rejettent cette évolution et cèdent au repli sur soi, au racisme, à la xénophobie, à l'antisémitisme, à l'ultra-nationalisme et à d'autres formes de préjugés et d'intolérance;
 - Enfin, l'accélération des changements économiques et technologiques ouvre de nouvelles perspectives au niveau tant individuel que gouvernemental, mais leur imprévisibilité est une source d'anxiété et de confusion et remet en cause le rôle traditionnel de l'éducation.

– Les principes de la démocratie sont aujourd’hui largement acceptés en Europe mais la culture démocratique est un combat permanent pour lequel l’éducation joue un rôle crucial.

3. SOMMES DETERMINES à relever ces défis et affirmons poursuivre un objectif commun dans nos politiques éducatives futures: assurer le développement d'une citoyenneté démocratique et garantir la cohésion sociale au sein de sociétés ouvertes et pluralistes, où règne le respect des droits de l’enfant et des droits de l’homme et où l’exclusion individuelle ou collective est absente;

4. CONVENONS que la poursuite de cet objectif implique l’adoption de mesures par nos gouvernements telles que:

– assurer l'égalité d'accès à une éducation et une formation de grande qualité au sein de systèmes éducatifs ouverts et flexibles;

– arrêter des finalités et élaborer des programmes, des méthodes d’enseignement et des normes qualitatives, en prenant en compte les développements futurs probables tant dans le domaine professionnel que dans celui de la vie sociale, familiale, individuelle, culturelle et politique;

– favoriser l'acquisition de qualifications définies tant en termes de connaissances que de méthodes, de compétences-clés et de capacités d'acquisition de nouveaux savoirs et savoir-faire, ainsi qu’une reconnaissance équitable de ces qualifications à travers l’Europe;

– utiliser, pour parvenir à ces objectifs, toutes les potentialités des nouvelles technologies de l'information et de la communication tant en ce qui concerne l'enseignement que la gestion et le développement du système éducatif dans son ensemble, avec une attention particulière aux questions éthiques posées par l'utilisation de l'Internet;

– améliorer le statut social du personnel éducatif;

– accroître l'implication et la responsabilité des parents dans le processus éducatif au sein de l'école;

– mettre en place des structures permanentes de partenariats avec tous les professionnels et groupes d’usagers impliqués dans le processus d’éducation, de consultation et d’évaluation permettant de réagir rapidement aux changements imprévisibles;

– renforcer le rôle de l’enseignement professionnel et de la formation et les fondements de la formation continue et de l’acquisition de qualifications nouvelles;

– prendre des mesures concrètes pour décloisonner les différents niveaux de l’éducation formelle et informelle dans la perspective de l’apprentissage tout au long de la vie;

– insérer dans tout projet de réforme les dimensions européennes et internationales désormais parties intégrantes de la formation du citoyen et nécessaires au développement de la compréhension mutuelle, de la mobilité des personnes et des idées.

– répondre à la sensibilisation de plus en plus grande quant à la nécessité de protéger l'environnement et aux principes du développement durable.

5. DEMANDONS au Conseil de l'Europe de continuer à nous soutenir dans ces efforts indispensables. Nous avons la profonde conviction que:

- La coopération européenne dans le domaine de l'éducation, mais aussi de la politique et des droits de l'homme, constitue un pilier indispensable de l'action du Conseil de l'Europe dans la poursuite des objectifs inscrits dans son statut.
- Le Conseil de l'Europe, forum paneuropéen dans le domaine de l'éducation, a plus que jamais un rôle spécifique à jouer dans l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies éducatives répondant aux défis auxquels notre secteur est confronté en vue de faire respecter les valeurs de l'Organisation dans son ensemble.

6. Nous SOULIGNONS le rôle de l'éducation dans le renforcement de la stabilité de l'Europe du sud-est. En particulier, nous:

- soutenons les développements du Processus de Graz élargi en tant que cadre multilatéral pour les réformes éducatives dans l'Europe du sud-est et la participation active du Conseil de l'Europe dans le Processus;
- demandons au Conseil de l'Europe d'organiser la deuxième Conférence informelle des Ministres de l'Education du sud-est aussitôt que possible dans un pays de la région;

7. EXPRIMONS notre satisfaction quant aux acquis et aux résultats des projets et activités mis en oeuvre par le Conseil de l'Europe concernant notamment l'éducation à la citoyenneté démocratique, l'enseignement de l'histoire, l'apprentissage des langues et les stratégies de réformes de l'enseignement général et supérieur. Ces travaux ont mis en lumière des composantes essentielles d'une politique d'ensemble visant à la stabilité démocratique et à la cohésion sociale.

8. RECOMMANDONS au Conseil de l'Europe de se pencher sur les principaux aspects de ces défis communs ainsi que sur les objectifs nationaux identifiés, par le biais de ses organes spécialisés – le Comité de l'Education et le Comité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Conseil de la Coopération culturelle. Nous leur demandons de porter essentiellement leur attention, en établissant une collaboration avec les autres organes du Conseil de l'Europe et les autres organisations internationales compétentes, sur les questions suivantes:

- les nouveaux rôles d'une école ouverte sur son environnement économique, politique et culturel, proche des situations de la vie courante et associant les parents et l'ensemble des partenaires et des acteurs concernés par l'action éducative, en particulier dans le contexte de la société de l'information et du développement de l'école comme un environnement éducatif structuré;
- le développement des compétences interculturelles au niveau des relations et de la communication interpersonnelles non seulement par l'apprentissage des langues, mais aussi par le renforcement du sens de la dignité humaine, de la responsabilité sociale, de la tolérance, de la solidarité et des règles de la démocratie;
- les évolutions nécessaires de la profession enseignante et dès lors de la formation initiale et continue du personnel éducatif;

- l'éducation des minorités et autres minorités nationales issues de la migration Roms/Tsiganes;
- les mesures éducatives notamment dans la formation des enseignants qui peuvent permettre de prévenir la répétition ou la négation de crimes contre l'humanité tels que l'Holocauste et l'épuration ethnique qui ont marqué le 20e siècle par leurs violations massives des droits de l'homme et des valeurs fondamentales défendus par le Conseil de l'Europe.

9. CONVENONS de consacrer dans les écoles une journée de la mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité, choisie selon l'histoire de chaque Etat membre.